

**MAINTENANCE DES SYSTÈMES DE DÉTECTION
ET DE MISE EN SÉCURITÉ INCENDIE DES
HÔPITAUX UNIVERSITAIRE PARIS SEINE SAINT DENIS
REGROUPANT AVICENNE, JEAN VERDIER & RENE MURET**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES**

C.C.T.P

DIRECTEUR D'INVESTISSEMENTS ET DE LA MAINTENANCE DU GROUPE

INGENIEURS MAINTENANCES

Chefs des Services Sécurité Incendie des 3 sites

MAITRE D'OUVRAGE : ASSISTANCE PUBLIQUE - HÔPITAUX DE PARIS

ETABLISSEMENT : HOPITAUX AVICENNES, JEAN VERDIER ET RENE MURET

SOMMAIRE

Généralités :	4
Article 1 – Type de marché :	4
Article 2 - Objet du marché :	4
Article 3 – Textes de référence :	4
Article 4 – Installations concernées : Annexes 2.1, 2.2, 2.3	5
4.1. Systèmes de sécurité incendie :	5
4.2. Systèmes de détection anti-malveillance :	5
4.3. Eclairage de secours :	5
4.4. Désenfumage naturel :	5
4.5. INVENTAIRE :	5
Article 5 - Définition des prestations :	5
5.1. Les prestations forfaitaires	5
5.2. Les prestations hors forfait :	6
5.3. Personnel d'intervention du titulaire :	7
5.3.1 Registre de maintenance	7
5.4. La maintenance préventive :	8
5.4.1 Maintenance de l'éclairage de sécurité	8
5.4.2. Date et heures :	8
5.4.3. Information du responsable avant visite :	9
5.4.4. Temps maximum d'indisponibilité :	9
5.4.5. Rapport de vérifications réglementaires :	9
5.4.6. Identification des exemplaires :	9
5.4.7. Registres réglementaires :	9
5.4.8. Périodicités :	10
5.4.8. 1 NFS 61 933 (règles d'exploitation et de maintenance) & (annexe A opération de vérification du SSI):	10
5.4.9. Assistance formation :	10
5.4.10. Prestations correctives au cours des prestations préventives :	10
5.5. La maintenance préventive conditionnelle :	10
5.6. La maintenance corrective :	11
5.6.1. Prestation contractuelle :	11
5.6.2. Prestations correctives imputables au Prestataire :	11
5.7. Astreinte :	11
5.8. Procédure d'appel intervention corrective (astreinte) :	11
5.8.1. Délais d'intervention :	12
5.8.2. Délais de réparation :	12
5.8.3. Dispositions retenues :	12
5.8.4. Durée des interventions :	12
5.8.5. Consignations :	13
5.9.3. Feuilles d'attachement :	13
5.9.4. Registres de sécurité :	13
5.9.5. Rapport d'essais :	13
5.9.6. Propriété des documents :	13
5.10. Conseil et mise en garde :	14
5.11. Garantie de continuité de service :	14
5.12. Non-conformité des prestations :	14

5.13. Durée du marché :	14
Article 6 – Fournitures, consommables :	14
6.1. Fournitures dues au titre du marché de base par le Prestataire :	14
6.2. Consommables dus au titre du marché de base par le Prestataire :	15
6.3. Récupération :	15
6.4. Fournitures dues par l'exploitant :	15
6.5. Constitution d'un stock (Pour chaque établissement).....	15
Article 7 – Elimination des déchets industriels :	16
Article 8 – Stockage de produits dangereux :	16
Article 9 – Outillage :	16
Article 10 – Réunions périodiques (pour chaque site) :	16
10.1. Réunion de prise d'effet :	16
10.2. Réunion d'exploitation :	16
10.3. Compte rendu de réunion :	17
Article 11 - Modalités d'exécution :	17
11.1. Spécificités :	17
11.2. Locaux autorisés :	17
11.3. Nettoyage :	17
11.4. Lutte contre les infections nosocomiales et dispositions sanitaires contre le coronavirus :	17
Article 12 - Parties contractantes :	18
12.1. Définition :	18
12.1.1. Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (L'exploitant).....	18
12.1.2. Adjudicataire : (Le prestataire).....	18
Article 13 - Responsabilités et sécurité :	18
13.1. Obligations :	18
13.1.1. Prestataire :	18
13.1.2. L'exploitant :	19
Article 14 – Gestion des autorisations d'accès :	20
14.1. Accès à l'établissement :	20
14.2. Infraction aux autorisations d'accès et règles de sécurité :	20
Article 15 – Modalités financières :	20
15.1. Prix :	20
15.2. Décomposition :	20
Article 16 - Modification de la consistance de l'inventaire des S.S.I.....	21
Article 17 – Maintenance préventive et corrective des moteurs de désenfumage (soufflage ou extraction)	21
Acceptation des CCAP et CCTP.....	23
Bulletin de visite.....	24

Généralités :

Le but du présent marché est d'apporter une qualité de service du meilleur niveau, requise par l'exigence fonctionnelle des établissements du groupe. C'est pourquoi, il sera exigé une obligation de moyens concernant l'astreinte, et une obligation de résultats quant à l'entretien des installations et lors des essais semestriels, annuels et Triennaux obligatoires et réglementaires.

Les moyens décrits ne sont pas limitatifs, en particulier pour ce qui concerne l'entretien préventif et la gestion du personnel.

Il est rappelé que les actions du Titulaire se déroulent dans des établissements recevant du public, de type U 1^{ère} catégorie, pour AVICENNE & Jean VERDIER et Type U 3^{ème} catégorie pour René MURET en fonctionnement continu.

Les prestations sont exécutées selon la législation et réglementation en vigueur ou à venir.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des consignes générales et particulières d'exploitation des 3 hôpitaux et ne pourra en aucun cas présenter de réclamation pour la méconnaissance ou l'ignorance des contraintes en découlant pour son activité.

Le Titulaire du marché doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Article 1 – Type de marché :

Marché de fournitures et de services.

Article 2 - Objet du marché :

(Article R 123-43 du code de la construction et de l'habitation).

Le présent marché a pour objet l'entretien préventif et correctif assorti d'une clause d'astreinte des installations techniques, matériels et équipements des installations des systèmes de sécurité incendie (SSI), du Groupe Hospitalier Universitaire Paris Seine Saint Denis.

Les installations techniques sont : Localisées et décrites en *annexe 2.1 pour l'hôpital Avicenne, en annexe 2.2 pour l'hôpital Jean Verdier et annexe 2.3 pour l'hôpital René Muret.*

Nota : chaque site du groupe hospitalier mettra à disposition du titulaire du marché les plans des installations en sa possession.

Article 3 – Textes de référence :

Les opérations que le soumissionnaire se charge d'effectuer le seront conformément aux textes réglementaires en matière de sécurité actuellement en vigueur, aux normes NFS et autres documents d'application ainsi qu'aux informations et prescriptions officielles ou de source privée (R7 APSAD) ayant pour but de définir les règles de l'art professionnelles qu'il convient d'observer dans le domaine de la vérification et de l'entretien des installations de sécurité en cas d'incendie.

De plus, il y a lieu de se référer aux prescriptions des constructeurs de matériel ainsi que de tenir compte des demandes formulées par chaque site.

Dans l'éventualité d'une mise à jour des textes et normes en vigueur, l'exploitant devra être avisé de l'évolution des textes officiels et préconisations inhérentes aux installations et matériels, objet de marché.

Le Prestataire aura à fournir les références et dates des textes ainsi que toutes les explications utiles sur leur contenu et les changements attendus.

Ils devront être immédiatement appliqués si besoin et précisés à l'exploitant notamment les textes suivants seront appliqués :

◆NFX 60.010 règle et niveau de maintenance ◆ Règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux ERP (dispositions générales et particulières) ◆ Règlement du 25 juin 1980 modifié (Ets du 1^{er} groupe), ◆ Règlement du 23 mars 1965 ◆ Règlement du 22 juin 1990 (Ets du 2^{ème} groupe de 5^{ème} catégorie), ainsi que leurs décrets, arrêtés, circulaires en vigueur les complétant ou les modifiant, ◆ le Code du travail, ◆ Règle APSAD R13 ◆ Règle APSAD R7. ◆ Brochures

	Maintenance SSI	4/24
CCTP	Novembre 2025	

N° 5655 & 5659, ♦ NFS 61 930 à 940, ♦ NFS 61 950 à 956, ♦ NFS 61 961, ♦ NFS 61 965, NFC 48 150, ♦ NFS 32-001, NF EN 54-1 à 54-7 & 54-10 à 54-15, ♦ NF A51-050 Composition résistance à la corrosion, ♦ NF EN 12449 Composition résistance à la corrosion, ♦ IT 246, ♦ APSAD I7-F7 ♦ Art du Code du travail sur le désenfumage avant 14 Avril 1995, Arrêté du 06 Mars 2012 portant homologation de la décision N° 2011-DC-0253 de l'A.S.N.
Liste non exhaustive

Article 4 – Installations concernées : Annexes 2.1, 2.2, 2.3

4.1. Systèmes de sécurité incendie :

- Les systèmes de détection incendie (SDI),
- Les centralisateurs de mise en sécurité incendie (CMSI) y compris tous les asservissements et équipements associés.
- Les équipements d'alarme (EA),
- Les moteurs de désenfumage

4.2. Systèmes de détection anti-malveillance :

- Vérification et entretien pour l'annexe 2.2

4.3. Eclairage de secours :

- Vérification et entretien des B.A.E.S

4.4. Désenfumage naturel :

- Vérification et entretien des exutoires et ouvrants de désenfumage naturel

4.5. INVENTAIRE :

Dans le cadre de la première année du contrat, il est demandé au prestataire de réaliser un inventaire technique de tous les équipements des hôpitaux, pour ce présent marché ayant pour objet de relever toutes les caractéristiques techniques nécessaires à l'intégration du parc dans une base de données. Le détail, des informations à relever, sera précisé par le Maître d'ouvrage lors de la réunion initiale de prise du contrat.

Cet inventaire devra être fourni sur CD sous format Excel.

Article 5 - Définition des prestations :

Le présent marché est un marché de prestations de service, décomposé en deux types de prestations : une maintenance préventive et une maintenance corrective.

5.1. Les prestations forfaitaires

Les prestations décrites ci-après sont traitées et donc incluses dans le montant forfaitaire :

- les essais et manœuvres de vérification courante et réglementaire de bon fonctionnement,
- la maintenance préventive, systématique et/ou conditionnelle,
- la fourniture des consommables (pièces + produits),
- les démontages et manutentions divers liés aux opérations de maintenance,
- les essais et relevés demandés par la commission de sécurité, par les organismes de contrôles réglementaires, (Mesurage des débits de soufflage et d'extraction),
- le nettoyage par aspiration des grilles et des pieds de gaines de soufflage.
- Accompagner et assister pour le contrôle des visites d'inspection de la commission de sécurité,
- Accompagner et assister pour le contrôle des visites d'inspection de l'organisme agréé chaque année.

	Maintenance SSI	5/24
CCTP	Novembre 2025	

- l'assistance et la formation du personnel utilisateur de l'Hôpital,
- le suivi et la mise à jour des documents de maintenance, de la bibliothèque de plan d'implantation des matériels
- la gestion de la maintenance, assistance aux réunions périodiques, établissement et fourniture des rapports (papier et informatique) et comptes rendus d'intervention,
- le nettoyage des locaux après interventions, des locaux techniques, des armoires et des gaines électriques y compris des trappes d'accès, murs ainsi que l'enlèvement des gravois, etc.
- les réunions ponctuelles faisant suite à des anomalies répétitives,
- le changement des batteries tous les 3 ans, (1/3 par an),
- Le changement de pile 3^{ème} source tous les ans,
- le reconditionnement des détecteurs ioniques et des détecteurs optiques de fumées des 3 sites, (1/4 par an), **nous fournir le récépissé de déclaration ou d'autorisation fourni à l'ASN.**
- La mise à jour du dossier d'identité S.S.I
- La mise à jour des plans sur l'Unité d'Aide à l'Exploitation
- Lors de travaux effectués par une entreprise extérieure au sein des HUPSSD, il conviendra que le titulaire du présent contrat récupère systématiquement auprès de l'entreprise ayant le lot courant faible :
 - Les plans filaires et d'implantation de la détection incendie
 - L'implantation des zones de mise en sécurité
 - Synoptique
 - Plan d'implantation des asservissements
 - Tableau de corrélation et paramètre généraux
 - Textes clairs
 - Autocontrôles
- Ceci dans le but final de pouvoir outre la mise à jour de la programmation SSI assurer la mise à jour de l'unité d'aide à l'exploitation du PCS AVICENNE et l'assurance d'avoir un dossier d'identité SSI à jour.
- La mise à jour systématique des plans donnera lieu à l'envoi (papier) et sous forme dématérialisée des fichiers informatiques aux formats DWG et PDF pour les plans et Excel pour les tableaux. L'ensemble des documents devront être remis au chargé de sécurité du site concerné.
- La mise en place d'un registre de maintenance par SSI.

5.2. Les prestations hors forfait :

- La maintenance corrective, et les dépannages,
- la fourniture et la mise en œuvre des pièces de rechange pour les Systèmes de sécurité incendie et de détection anti-intrusion pour le site de Jean VERDIER.
- les travaux de modernisation ou de mise en conformité des équipements avec les règlements applicables,
- les interventions consécutives à un acte de malveillance, à une utilisation anormale des équipements, ainsi qu'à celles consécutives à une catastrophe naturelle.
- la fourniture et la mise en œuvre des pièces de rechange, qui seront rémunérées après acceptation de l'Hôpital

Le présent C.C.T.P. et ses annexes définissent le contenu de chacune des prestations ainsi que les installations prises en charge.

Nota : les prix indiqués au BPU prennent en compte l'ensemble des prestations liées à la mise en œuvre de cette prestation y compris essais.

	Maintenance SSI	6/24
CCTP	Novembre 2025	

5.3. Personnel d'intervention du titulaire :

Les personnes d'intervention, de permanence, de remplacement et d'astreinte nommément désignées par le Titulaire en vue de l'exécution des prestations du présent marché doivent être préalablement agréées, elles sont les seules autorisées à intervenir dans l'établissement.

Identité des intervenants :

Il appartiendra au Titulaire du marché de fournir aux intervenants un badge, brassard ou une chasuble sur lequel devront figurer le nom de l'entreprise pour la chasuble ou le brassard, et l'identité de la personne sur le badge ainsi que sa qualité ex : Technicien de maintenance incendie.

L'entreprise s'engage à maîtriser toutes les opérations techniques de vérification et de maintenance technique des SDI et CMSI dont elle a la charge.

L'entreprise doit disposer d'une équipe de techniciens qualifiés selon un plan de formation interne et faisant l'objet d'une habilitation formelle. Références de sites équivalents,

Le Titulaire remet aux Chefs de Service Sécurité Incendie, au démarrage du contrat, l'organigramme nominatif et fonctionnel de la structure prenant en charge l'hôpital.

A cet effet, le Titulaire propose aux Chefs de Service Sécurité Incendie la liste nominative du personnel d'intervention, de remplacement et d'astreinte pour agrément 15 (quinze) jours au moins avant la date de la première intervention.

Ces personnes posséderont les qualifications et spécialisations requises pour l'exécution des tâches - courantes ou exceptionnelles - qui leurs sont confiées.

Le Titulaire assure le remplacement immédiat du personnel manquant par un personnel de même qualification, quel que soit les circonstances.

En outre, le Titulaire s'engage à mettre en place du personnel supplémentaire en entretien, astreinte ou permanence, sur demande du Chef de Service Sécurité Incendie en cas d'événements exceptionnels justifiant un renforcement des équipes.

Le Titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du Chef de Service Sécurité Incendie.

Le Chef de Service Sécurité Incendie de chaque site se réserve le droit à tout moment et sans avoir à s'en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du Titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie, ou bien le renforcement en nombre ou en qualification du personnel affecté au site, afin de satisfaire aux obligations de résultat fixées par le présent contrat.

5.3.1 Registre de maintenance

Le Titulaire met en place un registre de maintenance par S.S.I. Ce registre reste dans le local SSI si celui-ci existe ou au poste central de sécurité incendie.

Sont consignés sur ce registre :

- Les visites systématiques de maintenance préventive, avec mention de la date et de la durée, de la nature de l'opération, du changement de pièces effectuées, des observations formulées, du nom et visa du technicien intervenant.

- Les attestations des opérations de maintenance systématiques effectuées et le titulaire précisera celles effectuées à son initiative.

- Les observations telles que : anomalies constatées, usure de certains organes, risque de détérioration, etc. et les suites qu'il convient de leur donner.

- Les interventions conditionnelles ou correctives, avec mention de la date et de la durée, de la nature de l'opération, du changement de pièces effectué, des observations formulées.

A la fin d'une action de dépannage, après remise en route de l'installation, le Titulaire remet un compte rendu détaillé au Chef de Sécurité Incendie ou au chef d'équipe au poste central de sécurité incendie.

- Les modifications et travaux effectués sur l'initiative du Titulaire ou sur demande de l'Ingénieur en Maintenance.

Les registres de maintenance sont conservés par le centre Hospitalier à la fin du contrat.

	Maintenance SSI	7/24
CCTP	Novembre 2025	

5.4. La maintenance préventive :

Les visites et interventions de maintenance systématique ont pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

L'entretien préventif est destiné à maintenir les installations énumérées à l'article 4 « Installations concernées » du présent CCTP dans de bonnes conditions de **fonctionnement**, **d'entretien** et de **sécurité** (Toute pièce remplacée sera neuve), un minimum de deux agents est demandé lors des visites de maintenance.

Les prestations, non exhaustives, énumérées en **annexe 1** sont données à titre indicatif et en aucun cas, ne seront être limitatives. La consistance de ces prestations doit être adaptée aux caractéristiques et conditions d'utilisation des matériels. Le prestataire s'engage à assurer de façon générale ces prestations mais également à :

- Apporter les solutions correctives aux éventuels défauts constatés,
- Consigner la nature des prestations et relevés sur les carnets de suivi des installations,
- Informer l'exploitant des défauts ne pouvant être corrigés dans l'immédiat et proposer des solutions pour y remédier.
- Lever des observations du Bureau de Contrôle,
- Lever des observations de l'organisme agréé,
- Lever des observations de la Commission de Sécurité.

Le Titulaire se doit une obligation de moyens chaque fois que nécessaire, notamment pour les opérations obligeant l'emploi de plusieurs agents si besoin. Il devra prévoir un système de communication, ex : radiotéléphonie.

5.4.1 Maintenance de l'éclairage de sécurité

- Vérification du fonctionnement en secours des blocs et de l'allumage des lampes de sécurité
- Vérification de la télécommande de mise à l'état de repos (ou d'arrêt) des blocs lorsque l'éclairage normal est mis hors tension et du retour automatique des blocs à l'état de veille à la remise sous tension de l'éclairage normal
- Vérification de l'autonomie de fonctionnement en secours des blocs. Quand il s'agit de BAES Sati, ces opérations sont effectuées automatiquement. Les vérifications se réduisent au simple contrôle de l'allumage de la LED verte de bon état de marche des BAES, l'éclairage normal étant sous tension,
- Vérification semestrielle d'autonomie
- Nettoyage et entretien de chaque Bloc Autonome d'éclairage de sécurité,
- Remise aux normes ou remplacement des pictogrammes de balisage d'évacuation,
- Remplacement des ampoules
- Etiquetage,
- Inventaire,

5.4.2. Date et heures :

L'entretien préventif des installations est normalement effectué, sauf interdiction motivée des Chefs de Service Sécurité Incendie pendant les jours et aux heures ouvrées chez le Titulaire du marché. Cet horaire sera de 7 heures à 19 heures.

Compte tenu des périodicités minimales d'intervention, définies notamment par les documents de maintenance, le programme d'entretien annexé au présent CCTP, le calendrier mis à jour par le Titulaire, et des horaires de fonctionnement de l'hôpital annexés au CCAP, les dates et heures exactes des visites sont fixées d'un commun accord avec le Chef de Service Sécurité Incendie.

Le Chef de Service Sécurité Incendie de chaque site se réserve le droit de déplacer une visite, il en informe le titulaire 48 (quarante-huit) heures au moins avant la date prévue.

	Maintenance SSI	8/24
CCTP	Novembre 2025	

Sauf accord express du Chef de Service Sécurité Incendie de chaque site, aucune visite systématique ne peut être effectuée en même temps qu'un dépannage ou une réparation.

5.4.3. Information du responsable avant visite :

Le personnel chargé de la visite se présente au Chef de Service Sécurité Incendie de chaque site ou leurs adjoints dès son arrivée dans l'établissement et l'informe du programme des interventions de la journée. En cas d'absence du Chef de Service Sécurité Incendie ou de son adjoint, le Titulaire informera le représentant de la personne publique (chef d'équipe SSIAP 2).

5.4.4. Temps maximum d'indisponibilité :

Les visites systématiques de maintenance préventive doivent être prévues de façon à limiter au minimum les temps d'indisponibilité des équipements.

Si ce temps d'indisponibilité est supérieur à **12 heures**, le Titulaire demande l'accord du Chef de Service Sécurité Incendie, dans un délai lui permettant de prendre des mesures de sauvegarde, l'accord du Chef de Service Sécurité Incendie n'équivaut en aucun cas à une décharge de responsabilité du Titulaire.

5.4.5. Rapport de vérifications réglementaires :

- Chaque visite périodique fera l'objet d'un « rapport » technique rédigé impérativement sur papier, en plus d'un envoi par mail, où il sera mentionné :
- Le type de visite,
- Les dates de contrôle, le nom du technicien, le représentant de l'exploitant,
- La durée totale de la visite,
- L'identification des zones contrôlées (bâtiment, niveaux, zone, escaliers, porte, ...),
- Les principales caractéristiques techniques des installations et matériels,
- La liste des équipements et appareils contrôlés,
- Les essais et ou tests effectués,
- La valeur des mesures enregistrées,
- L'analyse des résultats (normes, seuils...) et commentaires,
- La référence aux textes applicables lors d'anomalies constatées,
- La liste des appareils et équipements de mesures utilisés ainsi qu'une copie des certificats d'étalonnage (ou attestations),
- Les remarques diverses,
- Les fournitures utilisées,
- Le matériel remplacé après accord du Chef de Service Sécurité Incendie.

Les rapports « papier » seront à fournir en **deux exemplaires** + 1 rapport informatisé (les tableaux seront mis à jour sous format Excel) et envoyé par mail au Chef de Service Sécurité Incendie de l'hôpital dont la visite a été effectuée dans un délai ne pouvant pas excéder 15 jours à compter de la date de fin des prestations de vérifications.

5.4.6. Identification des exemplaires :

Chaque exemplaire devra être identifié par une mention apposée sur sa couverture :

- « **Original** » sur l'exemplaire original,
- « **Copie 1** » sur le second exemplaire,

5.4.7. Registres réglementaires :

A la fin de chaque visite périodique, le Prestataire se présentera au Chef de Service Sécurité Incendie pour consigner sur les registres de sécurité, la nature de ses prestations lors d'intervention sur les installations soumises aux vérifications réglementaires. Le fait de renseigner ces registres ne soustrait pas le Prestataire à l'obligation de consigner la nature de ses interventions sur les carnets de suivi des installations. Le registre de sécurité devra être renseigné du nom du signataire et **apposé obligatoirement le cachet commercial**.

	Maintenance SSI	9/24
CCTP	Novembre 2025	

5.4.8. Périodicités :

Le Prestataire adaptera la programmation et fréquence de ces visites d'entretien préventif en fonction des visites préventives des systèmes de sécurité incendie en relation avec les divers prestataires des lots (SSI), du bureau de contrôle, aux caractéristiques d'utilisation des matériels et en fonction des contraintes de l'hôpital (contrôles réglementaires, visites des commissions de sécurité, etc.). En aucun cas, le Prestataire ne pourra effectuer moins de 1 visite par an. (Art : 73§2).

La visite périodique est : **Biannuelle**

- ◆ ERP - Règlement du 25 juin 1980 (Ets du 1^{er} groupe, art. MS 72 - 73),
- ◆ ERP - Règlement du 23 mars 1965 (Ets du 2^{ème} groupe art. PE 4), Règlement du 22 Juin 1990 (Ets du 2ème groupe de 5ème catégorie)
- ◆ Le Code du travail art. R 232-1-12 et R 232-12-21,
- ◆ Brochure n° 5655 art. 7 essais et contrôles techniques,
- ◆ Brochure n° 5659 art. 3 conditions et modalités d'exécution,
- ◆ Règle APSAD R7 (règle d'installation détection automatique d'incendie § 6 vérifications périodiques et maintenance),
- ◆ Règle APSAD R13 (règle d'installation extinction automatique à gaz, 1^{ère} partie exigences générales § 5 maintenance, vérifications périodiques),

5.4.8. 1 NFS 61 933 (règles d'exploitation et de maintenance) & (annexe A opération de vérification du SSI):

- ◆ 2 visites par an selon la nouvelle norme NFS 61.933 (tous les D.A.I et D.M doivent être vérifiés).

5.4.9. Assistance formation :

Lors de chaque visite, le technicien sera chargé de former et d'informer les agents de sécurité incendie l'accompagnant à l'exploitation (ERP - art MS 72) ainsi qu'aux opérations de surveillance des installations.

Pour chaque site du groupe Hospitalier HUPSSD, le prestataire devra mettre à disposition un technicien, deux (2) demi-journées par an pour formation complémentaire des agents de sécurité incendie.

5.4.10. Prestations correctives au cours des prestations préventives :

Au cours de ses visites préventives, le Prestataire peut être amené à effectuer des interventions correctives lorsqu'il constate de lui-même des dysfonctionnements ou matériels défectueux lors de tests ou d'essais ou que l'exploitant lui signale un défaut.

La prestation corrective sera comprise au titre de l'entretien préventif si elle se limite au remplacement de pièces constatées défectueuses sans que le fonctionnement de l'installation ne s'en trouve affectée et que la réparation n'ait pas nécessité de recherches préalables dans la limite d'un montant de 250€ de fourniture. Dans ce cas, seule la fourniture sera facturée.

Elaboration des devis.

Il appartiendra au Titulaire du marché de veiller de manière systématique dans le cas bien précis d'un remplacement de câblerie (ou d'une création) d'envoyer un technicien sur place pour effectuer la réalisation du mètre.

Un devis qui n'aura pas donné lieu à un métrage sur site sera refusé.

5.5. La maintenance préventive conditionnelle :

Les interventions effectuées au titre de la maintenance préventive conditionnelle résultent notamment des constatations faites lors des visites systématiques ou lors de mesures spécifiques et ont pour objet le maintien en état de fonctionnement des matériels ou équipements.

	Maintenance SSI	10/24
CCTP	Novembre 2025	

5.6. La maintenance corrective :

5.6.1. Prestation contractuelle :

La maintenance curative porte sur l'ensemble des installations énumérées à l'article 4 « Installations concernées » du présent CCTP.

Est compris toute panne ou dysfonctionnement qui nuirait aux bonnes conditions de fonctionnement des installations et matériels ainsi qu'à la sécurité des biens et des personnes par :

- Une usure ou un défaut occasionné par le fonctionnement normal des matériels ou du fait de l'installation,
- Un défaut d'entretien préventif.

Les opérations que le soumissionnaire se charge d'effectuer le seront conformément aux textes réglementaires.

Concernant le remplacement des BAES, en l'absence de précision dans la réglementation, le remplacement sera effectif dès lors que leur autonomie n'est plus suffisante (moins d'une heure). Les BAES installés sont des SATI Autodiag avec télécommande (marque LEGRAND).

5.6.2. Prestations correctives imputables au Prestataire :

Dans le cas où une telle intervention serait nécessitée par une faute du Prestataire, le montant de celle-ci serait imputé EN TOTALITE, pièces et main d'œuvre sans préjudice de l'application de pénalités pour tout autre motif, « Pénalités liées aux délais de dépannage ou de réparation, Pénalités pour non maintien de la continuité de service des installations, etc. ».

5.7. Astreinte :

Au titre de l'astreinte, dans le cadre d'un schéma d'intervention nécessitant le déplacement d'un technicien, qu'il soit effectué de nuit comme de jour (weekend compris) suite à un dysfonctionnement pouvant impacter la sécurité incendie du bâtiment et par conséquent celle des patients, du public et du personnel, le Prestataire s'engage à mettre en œuvre tous les **moyens** possibles pour rétablir la fonctionnalité de matériels (ou installations) en panne.

Dans le cas de complications d'ordre technique affectant le bon fonctionnement de l'installation, des mesures compensatoires (dans la mesure du possible) devront être mises en place afin de palier ou réduire le problème.

Exemple : Passage d'un câble en volant.

Un devis sera établi et remis au chef de service Sécurité Incendie au plus près de la date d'intervention du technicien.

Tout déplacement d'un technicien qui se verrait dans l'impossibilité de réparer faute de pièce dans le stock prévu au marché, ne pourra d'aucune manière donner lieu à la facturation d'un autre déplacement.

Ces interventions feront suite à une demande de l'exploitant suivant la procédure décrite ci-dessous.

5.8. Procédure d'appel intervention corrective (astreinte) :

Chaque demande d'intervention corrective fera l'objet d'un appel téléphonique de la part de l'exploitant, confirmé par un courriel. La date et heure d'envoi du courriel feront foi pour la prise en charge du début de l'intervention.

Le courriel dûment complété servira également de support pour le calcul :

- Du délai d'intervention,
- De la durée de l'intervention,
- Du nombre de tranches horaires donnant lieu à l'application de pénalités.

Les courriels, conservés par l'exploitant feront office de constat de non disponibilité des matériels ou installations et serviront à déterminer le montant des pénalités qui en découleront.

	Maintenance SSI	11/24
CCTP	Novembre 2025	

A l'arrivée sur le site, le technicien d'astreinte devra se présenter au PCSI ou à la loge selon le site d'intervention.

5.8.1. Délais d'intervention :

A réception de la demande d'intervention, le prestataire disposera d'un délai maximal de 4 heures pour intervenir sur site puis procéder aux réparations des matériels incriminés.

Le titulaire devra disposer des moyens permettant de recevoir 24 heures / 24, tous les jours (7jrs / 7jrs) de l'année (365 ou 366 par an) les demandes d'intervention de dépannage pouvant être envoyées indifféremment sous forme d'appel téléphonique et de télécopie (fax).

Le numéro d'appel sera communiqué à l'établissement dans le cadre de la soumission (téléphone + fax).

Un numéro de dépannage sera transmis en cas de panne du centre d'appel.

Il est précisé dans le règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public article MS 72, que tous appareils ou dispositifs doivent être soigneusement entretenus et maintenus en permanence en bon état de fonctionnement.

5.8.2. Délais de réparation :

A notification de l'heure d'arrivée du technicien sur le site, le Prestataire disposera d'un délai maximal de 48h00 (*jours ouvrés*) pour rétablir la fonctionnalité (réparation définitive) des installations et matériels.

5.8.3. Dispositions retenues :

Dans nos établissements la maintenance curative résulte de deux méthodes complémentaires.

- Une panne est constatée par le Service Sécurité Incendie de l'hôpital et ne peut être résolue par celui-ci. La demande est adressée au titulaire du présent marché qui a contractuellement 4h00 pour intervenir.

- Une panne est constatée par le technicien de la société titulaire du marché à l'occasion d'une visite annuelle. Il ne peut y remédier sur le champ mais peut effectuer un diagnostic précis. Après avoir informé le Chef de Service Sécurité Incendie du site concerné au moyen de la feuille d'attachement, il provoque auprès de ses responsables l'émission d'un devis de réparation par le Chargé d'affaire sous 24h00 (*jours ouvrés*) après diagnostic précis. La réparation sera effectuée qu'après accord préalable de l'exploitant.

Facturation des déplacements :

1/ Lors de l'élaboration d'un devis par le titulaire du marché, celui-ci s'engage à ne facturer qu'un seul déplacement afin de se rendre sur le site concerné.

Le fait d'aller s'approvisionner chez un fournisseur ou autre ou revenir plusieurs jours après la demande ne doit d'aucune façon laisser libre court à l'apparition de nouveaux frais de déplacements.

2/ **Concernant le sujet de facturation des déplacements, lorsqu'un technicien se rend sur un des trois sites HUPSSD pour traiter le même jour plusieurs demandes de dépannage, il conviendra au titulaire du marché de compter un seul déplacement couvrant les interventions du même jour.**

5.8.4. Durée des interventions :

La durée des interventions doit être aussi réduite que possible.

Elles sont effectuées de manière à ne pas provoquer de gêne aux usagers ou au fonctionnement normal de l'établissement. En toutes circonstances, le Titulaire doit garantir la sécurité des personnes et des biens.

	Maintenance SSI	12/24
CCTP	Novembre 2025	

5.8.5. Consignations :

Chaque intervention (ou mission dans le cas de vérifications réglementaires) doit faire l'objet d'un attachement signé par l'intervenant représentant le Prestataire et le Chef de Service Sécurité Incendie ou son représentant.

L'attachement à entête du Prestataire devra être rédigé lisiblement et comporter au minimum les indications suivantes :

- La date de début de la prestation et la date d'émission de l'attachement,
- Les heures d'arrivée et de départ,
- La nature de l'intervention (corrective ou amélioratrice),
- Le nom du demandeur (interventions correctives),
- Le nom du ou des techniciens,
- L'identification de (s) zone (s) contrôlée (s) (bâtiment, niveaux, zone, porte, ...),
- Le détail des prestations effectuées,
- Les pièces remplacées, leur nombre, leur référence,
- le nom du Chef de Service Sécurité Incendie ou son représentant,
- Les signatures de chacune des parties.

Le bon d'attachement doit être **obligatoirement** joint à la facture.

5.9.3. Feuilles d'attachement :

(Voir. §. 5.8.3 du présent CCTP).

5.9.4. Registres de sécurité :

Le Prestataire devra notifier, le nom du signataire, dater, signer et apposer obligatoirement le cachet commercial sur les registres de sécurité le jour de la remise en main propre des rapports de vérifications et d'essais.

5.9.5. Rapport d'essais :

Le prestataire aura à remettre un rapport d'essais par bâtiments en double exemplaires + une transmission informatique (les tableaux seront mis à jour sous format Excel) et envoyé par mail, des essais et des mesures relevées au cours des visites préventives selon les normes NFS 61.930 à 61.940 et selon les textes de référence

◆ Règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux ERP (dispositions générales et particulières) ◆ Règlement du 25 juin 1980 modifié (Ets du 1^{er} groupe), ◆ Règlement du 23 mars 1965 ◆ Règlement du 22 juin 1990 (Ets du 2^{ème} groupe de 5^{ème} catégorie), ainsi que leurs décrets, arrêtés, circulaires en vigueur les complétant ou les modifiants, ◆ le Code du travail, ◆ Règle APSAD R13 ◆ Règle APSAD R7. ◆ Brochures N° 5655 & 5659, ◆ NFS 61 930 à 940, ◆ NFS 61 950 à 956, ◆ NFS 61 961, ◆ NFS 61 965, NFC 48 150, ◆ NFS 32-001, NF EN 54-1 à 54-7 & 54-10 à 54-15, ◆ NF A51-050 Composition résistance à la corrosion, ◆ NF EN 12449 Composition résistance à la corrosion

Ce rapport devra faire état :

- L'identification de (s) zone (s) contrôlée (s) (bâtiment, niveaux, zone, porte, ...),
- De l'ensemble des éléments contrôlés ou remplacés,
- Des contrôles effectués,
- Des mesures prises et leurs valeurs,
- Des appareils de mesures utilisés et de la méthodologie employée,
- Des défauts constatés et des remèdes apportés ou préconisés,

5.9.6. Propriété des documents :

Les documents administratifs des installations et matériels sont la propriété de l'exploitant et le resteront y compris à l'expiration du marché. Ils sont présentés au titulaire ou à sa demande à chaque prestation réalisée pour notification et enregistrement des actions réalisées.

	Maintenance SSI	13/24
CCTP	Novembre 2025	

5.10. Conseil et mise en garde :

Dans le cadre de son marché, au titre de son obligation de « conseil et de mise en garde » le Prestataire devra signaler et notifier à l'Exploitant tout défaut important et toute non-conformité dès constatation de l'un ou de l'autre.

Il devra proposer des solutions réputées satisfaire au bon fonctionnement des installations, à la sécurité des biens et des personnes et à la réglementation en vigueur.

5.11. Garantie de continuité de service :

Le Titulaire est tenu d'intervenir sur les installations par des réparations, remplacement ou renouvellements, immédiats en cas de nécessité ou préventifs, des matériels défectueux ou risquant de l'être, de manière à répondre à tout moment et sans aucune défaillance à l'obligation de continuité du service, au maintien et même à l'aménagement des performances des installations qu'il a en charge.

Les travaux d'entretien, de remplacement, ou de renouvellement nécessaire au maintien des ouvrages, objets du marché du bon état de fonctionnement pendant toute la durée d'exécution du marché sont à la charge du Titulaire.

Les remplacements ou renouvellements s'appliquent aux pièces, composants et sous-ensembles, à l'exception des travaux d'investissement, d'équipement, de rénovation, de refonte ou réhabilitation, qui feront l'objet de consultations séparées.

En conséquence, le Titulaire s'engage à faire seul et intégralement son affaire du maintien en parfait état de service des installations de façon à garantir la continuité, la sécurité du service et le maintien des performances des installations.

Le Titulaire tient informé le Chef de Service Sécurité Incendie de tous les travaux qu'il réalise au titre de la garantie de continuité de service. Ces travaux sont consignés dans le journal du Titulaire.

Si à l'occasion de travaux de gros entretien, le Titulaire se trouve amené à remplacer dans son ensemble un matériel important, il doit au préalable en aviser le Chef de Service Sécurité Incendie, ce qui permettra à ce dernier d'apprécier l'opportunité et l'intérêt qu'il pourrait y avoir à substituer aux appareils à remplacer des matériels de principe, de fiabilité, d'ergonomie ou de rendement mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation au delà de la date d'expiration dudit marché.

5.12. Non-conformité des prestations :

Toute prestation mal exécutée, après constatation et consignation sur l'attachement ou après examen des rapports des essais ou vérification pourra donner lieu à :

- Un refus de la prestation qui devra être recommencée par le Prestataire à ses frais,
- Une demande de réparation. Lorsque la prestation mal exécutée a entraîné des dégradations, le Prestataire sera tenu de réparer l'installation à ses frais. Si cette réparation est hors de sa compétence, l'exploitant se réserve le droit de la faire exécuter par une entreprise de son choix, à la charge du titulaire.
- La résiliation du marché pour faute grave, sans préjudice de l'application des diverses pénalités prévues au CCAP.

5.13. Durée du marché :

La durée du marché est de 4 ans à compter de la date de notification du marché

Article 6 – Fournitures, consommables :

6.1. Fournitures dues au titre du marché de base par le Prestataire :

- Il est instauré lors des visites de maintenance le remplacement systématique de toutes les piles 3^{ème} source chaque année, les batteries tous les 3 ans à sa date de notification (date remplacement notifiée sur la batterie) sur ou suivant les règles des constructeurs.
- Toute pièce remplacée sera neuve.

	Maintenance SSI	14/24
CCTP	Novembre 2025	

- Les composants ayant fait l'objet d'une homologation ou d'une certification NF seront remplacés par les composants respectant la réglementation en vigueur.
- L'outillage nécessaire à l'exécution de ses prestations. En cas de détérioration, perte ou vol, l'exploitant ne pourra être tenu pour responsable.
- Tout matériel hors d'usage du fait du prestataire.

6.2. Consommables dus au titre du marché de base par le Prestataire :

Le Prestataire fournira pour l'entretien préventif des installations et matériels pris en charge au titre de ce marché :

- les cartouches CO2 pour commande de désenfumage de différentes capacités,
- les bombes aérosol nécessaires aux essais.

Par ailleurs, le prestataire fournira au service de sécurité de chaque site, les consommables suivants :

- 24 cartouches CO2 pour commandes de désenfumage : 12 de 20g, 4 de 50g, 4 de 100g, et 4 de 200 g
- 4 bombes aérosols spécifiques aux essais adaptés aux détecteurs.

6.3. Récupération :

Les pièces non réutilisables sont évacuées par le Titulaire sauf décision contraire du Chef de Service Sécurité Incendie.

6.4. Fournitures dues par l'exploitant :

- Les plans des installations et les documents techniques en sa possession,
- Les énergies nécessaires à la bonne exécution des prestations.
- La procédure de permis feu (points chauds).
- Les plans format WWG et PDF.

6.5. Constitution d'un stock (Pour chaque établissement)

Pour assurer la continuité et la sécurité du service, le Titulaire propose la constitution d'un stock de pièces détachées pour chaque site, établi selon les prescriptions des constructeurs, et en fonction des risques de défaillance et de la criticité des matériels.

Le Titulaire est en conséquence tenu de posséder en stock toutes les pièces qu'il juge nécessaires pour assurer la maintenance des équipements dont il a la charge, et au minimum : 4 détecteurs avec socle par modèle, 2 indicateurs d'action par modèle, 2 déclencheurs manuels par modèle, 2 AGS par modèle, 1 diffuseurs sonore par modèle, 2 tableaux report office de soins ou circulation par modèle, 2 cartes détection incendie par modèle, 2 carte UCMC par modèle, 1 satellite de communication par modèle, 1 AES 48V 16A

Ainsi qu'une boîte de fusibles de différents ampérages utilisés sur chaque site.

L'ensemble de ce matériel sera mis à disposition au poste central de sécurité de chaque établissement.

Il ne pourra se prévaloir d'un délai d'approvisionnement pour allonger les délais de réparation fixés en 2.3 et 2.4 ci-avant ou déroger à ses obligations, sauf si le cas de force majeure est invoqué.

Les stocks constitués sur les sites sont exclusifs aux S.S.I au Groupe Hospitalier.

Le Titulaire constitue et gère ces stocks sous sa propre responsabilité, tous les frais en découlant étant réputés inclus dans le montant forfaitaire ; il en assure la gestion et propose son renouvellement autant que nécessaire pour remplir ses obligations de continuité de service. Chaque mois, le Titulaire remet la liste des pièces de rechange utilisées au cours du mois précédent, avec la désignation, la codification complète des pièces utilisées ainsi que le lieu de l'utilisation aux différents responsables de sécurité incendie.

Ces stocks restent la propriété du Titulaire, aucune obligation de rachat ne pourra être faite au groupe Hospitalier.

	Maintenance SSI	15/24
CCTP	Novembre 2025	

Article 7 –Élimination des déchets industriels :

Le Prestataire sera responsable de l'enlèvement et de la destruction des déchets industriels (chiffons gras, emballage, graisse, bidon d'huile, récipient sous pression « aérosol »....) générés dans le cadre de son marché. En aucun cas, ces déchets devront être entreposés dans les poubelles de l'hôpital « règles de sécurité ».

Si le cas se présentait, il sera fait application des pénalités prévues au CCAP.

Article 8 –Stockage de produits dangereux :

Il est précisé que le Titulaire ne pourra en aucun cas stocker de produits dangereux dans l'enceinte de l'établissement autres que ceux nécessaires à sa consommation journalière.

Ces produits seront utilisés dans le cadre de la réglementation des ERP.

Article 9 – Outillage :

Le Titulaire fait son affaire de tout l'outillage, des moyens de levage et de manutention nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Le Titulaire met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, notamment

- L'outillage,
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance,
- Les équipements de manutention,
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages,
- Les protections,

La liste des matériels, outillages et produits entreposés dans les bâtiments, sera soumise à l'accord du Chef de Service Sécurité Incendie, le Titulaire en demeure le responsable.

Article 10 – Réunions périodiques (pour chaque site) :

10.1. Réunion de prise d'effet :

Cette réunion planifiée avec les trois responsables de sécurité incendie avant la prise d'effet du marché aura pour objectif :

- De procéder, à la mise en place du marché,
- D'échanger les coordonnées (téléphone, fax, mail, etc.) des différents interlocuteurs (prestataire et exploitant),
- De définir la procédure de suivi technique (attachements, rapport des visites, carnets de suivi, les registres de sécurité), (prestataire et exploitant),
- Réunions périodiques, (prestataire et exploitant),
- De préciser les procédures de gestion des interventions correctives (prestataire et exploitant),
- De rappeler les contraintes particulières que le Prestataire rencontrera lors de l'exécution de ses prestations (exploitant),
- De transmettre la liste nominative du personnel habilité à intervenir (prestataire),
- Transmettre le **nom du responsable technique** du site (prestataire),
- De programmer la réunion de fin de service de l'exercice en cours.
- Etat des lieux contradictoires. Début et fin de prestation.

10.2. Réunion d'exploitation :

Semestriellement pour chaque site, les 2 parties se réuniront pour établir les bilans de la maintenance de l'année écoulée en concertation avec les différents prestataires des lots des systèmes de sécurité incendie.

Cette réunion planifiée dont la périodicité sera planifiée à la prise d'effet du marché aura pour objectif :

- De noter les difficultés rencontrées par le Prestataire pour effectuer ses interventions,

	Maintenance SSI	16/24
CCTP	Novembre 2025	

- D'évaluer les prestations,
- D'informer le Prestataire lors de changement :
- Des contraintes particulières liées à l'exécution des ses prestations,
- De changement de coordonnées Prestataire ou Exploitant,
- De modifications des prestations dues au titre du marché souhaitées par l'exploitant ou proposées par le Prestataire,
- D'événement (s) intervenant chez le Prestataire (raison sociale, domiciliation, bancaire ...),
- De planifier la visite annuelle de l'exercice à venir,
- De programmer la réunion de fin de service, de l'exercice à venir.
- Transmission de la liste nominative du personnel habilité à intervenir dans le cadre de l'exercice à venir.
- Le prestataire établira à cet effet un document comprenant principalement :
- Les matériels remplacés (référence et qualité),
- La synthèse des interventions (temps passé, réparations préventives et curatives),
- L'état d'obsolescence et de vieillissement du matériel,
- La pertinence des points de contrôle.

10.3. Compte rendu de réunion :

Les réunions seront concrétisées par un compte rendu rédigé par l'Exploitant et diffusé au Prestataire. Le Prestataire disposera d'un délai de 15 jours après la date d'émission du compte rendu, pour formuler ses réserves écrites, à défaut, le compte rendu sera entériné.

Article 11 - Modalités d'exécution :

11.1. Spécificités :

Le soumissionnaire est réputé s'être informé des contingences de fonctionnement du (des) service(s) dans lesquels il intervient et des dispositions à prendre pour minimiser le dysfonctionnement du service lors de ses interventions.

Le titulaire ne pourra se prévaloir ni pour se soustraire aux obligations du marché, ni pour élever des réclamations ou prétendre à une augmentation de prix, des sujétions pouvant être occasionnées par :

- les mesures de sécurité incendie lui incombant conformément aux réglementations en vigueur pour l'exécution des tâches de maintenance préventive et curative,
- les contraintes d'exploitation des services impliquant une activité de fonctionnement même en mode dégradé ou, si impossibilité, des arrêts programmés qui seront fixés au titulaire par le Chef de Service Sécurité Incendie gérant les présentes installations.

11.2. Locaux autorisés :

Les locaux autorisés sont les locaux abritant les installations à entretenir dans le cadre du marché.

11.3. Nettoyage :

Le Titulaire maintient en parfait état de propreté le ou les locaux faisant l'objet d'intervention par ses personnels.

Le Titulaire fait également son affaire du nettoyage, des démontages et remontages rendus nécessaires par son intervention chaque jour (dalles de faux plafond etc. ...), en tout lieu de l'établissement.

11.4. Lutte contre les infections nosocomiales et dispositions sanitaires contre le coronavirus :

Au titre du marché, le Prestataire pourra être amené à intervenir dans des locaux recevant des patients. Quelles que soit la nature de ses interventions, le prestataire devra s'entourer de toutes

	Maintenance SSI	17/24
CCTP	Novembre 2025	

les précautions utiles pour éviter toute contamination aéroportée notamment lors d'ouverture de trappes, gaines techniques, faux plafond, etc.

Par ailleurs, il devra, se conformer aux règles et protocoles sanitaires, inhérents à ces locaux (soins, labo, etc.), édictés par les cadres experts de l'hygiène de l'établissement et si nécessaire par le Comité Local de Lutte contre les Infection Nosocomiales (CLLIN), revêtir les tenues appropriées fournies par l'établissement.

En cas de manquement à ces règles, l'exploitant se réserve le droit de faire interrompre immédiatement la prestation en cours, aux frais exclusifs du Prestataire. Tout retard lié à cette interruption engendra les pénalités prévues au C.C.A.P.

Equipements de protection individuelle contre le corona virus

En cas de pandémie ou de tout autre crise, charge au Titulaire du marché de prévoir la mise à disposition d'équipements de protection individuelle en rapport avec les risques encourus. Des solutions de gel hydroalcooliques devront être mises à la disposition du personnel intervenant. L'acquisition, le maintien en condition, le renouvellement et la gestion d'un stock complémentaire – en cas de crise inopinée – relèveront exclusivement de la responsabilité de l'employeur.

Le non-port par un personnel par négligence, inadvertance, voire refus de cet équipement de protection individuelle constituera une faute caractérisée, entraînant le renvoi immédiat vers sa société, du technicien, du sous-traitant ou de toute autre personne liée au présent contrat.

Les masques préconisés sont les masques chirurgicaux à usage unique, de diverses sortes - FFP1 ou FFP2 – les masques en tissus ou matériaux réutilisable à temps, répondant à la norme AFNOR S76-001, déjà préconisée lors de la pandémie.

Article 12 - Parties contractantes :

12.1. Définition :

Les parties contractantes, conformément au CCAG Fournitures et Services, sont :

12.1.1. Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (L'exploitant)

Hôpitaux Universitaire Paris Seine Saint Denis.

Représenté par Monsieur Le Directeur des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis.

12.1.2. Adjudicataire : (Le prestataire)

L'adjudicataire identifié dans l'acte d'engagement pourra, conformément au Code de la commande publique, sous-traiter une partie de ses prestations. **Le savoir-faire doit impérativement appartenir au titulaire du marché.**

Article 13 - Responsabilités et sécurité :

13.1. Obligations :

13.1.1. Prestataire :

Le Prestataire est responsable de la sécurité de ses salariés. Toutes les précautions doivent également être prises afin de respecter celles des personnes et des usagers de l'hôpital lors de l'exécution de ses prestations. Il devra s'assurer que les protections mises en place sont adaptées à ses prestations. Un plan de prévention devra être effectué avant le début du marché.

Le prestataire s'engage à :

-Effectuer les prestations prévues au marché (v. art. 5 du CCTP).

-Faire exécuter les prestations par son personnel possédant les qualifications et habilitations requises par la réglementation en vigueur. En l'absence de réglementation dans ce domaine, le prestataire fera intervenir le personnel le plus apte à la meilleure réalisation du résultat demandé.

-Assurer, sans le secours des services techniques ou du service sécurité incendie, les travaux nécessitant la présence de plusieurs personnes.

-Devoir de conseil et mise en garde (v. art. 5.6. du CCTP).

	Maintenance SSI	18/24
CCTP	Novembre 2025	

Pendant la durée d'exécution du marché, le prestataire est responsable des dommages qui pourraient être causés aux personnes et aux biens en raison de prestations défectueuses ou dangereuses.

- Ne pas altérer les installations et matériels, quels qu'ils soient, lors de ses interventions.
- Etablir à l'issue de chaque prestation un attachement soumis à la signature de l'exploitant.
- Transmettre les rapports de vérifications et d'essais.
- Transmettre une liste nominative du personnel habilité à intervenir pour chaque début d'année au Chef de Service Sécurité Incendie, voir en cours d'année lors de toute modification.
- Remplir les carnets de suivi des installations et matériels maintenus au poste de sécurité incendie ou à réclamer au Chef de Service Sécurité Incendie, ainsi que les registres de sécurité. Il appartient au prestataire de préciser les seuils corrects, critiques, et dangereux des paramètres de l'installation qui nécessitent un remplacement d'organes sans quoi, la qualité finale ne répondrait pas à l'objectif et sans quoi la pérennité des installations techniques serait gravement remise en cause.

- maintenir clos et en bon état les locaux et lieux dans lesquels il opérera.

En cas de modification des réglementations en vigueur, le prestataire se doit d'informer l'hôpital, textes officiels à l'appui et de proposer des solutions techniques de mise en conformité avec chiffrage.

En matière d'intervention, le prestataire respectera les protocoles de lutte contre les infections nosocomiales établi par l'hôpital et validé par le CLLIN.

- Respecter les réglementations en vigueur, notamment en ce qui concerne l'emploi de son personnel, l'hygiène, et la sécurité.

Des dispositifs de protection installés lors des opérations de maintenance pour la protection du personnel du Titulaire, des utilisateurs, des patients afin d'empêcher d'éventuelle contamination par la poussière, l'accès des personnes à l'intérieur de la zone chantier. Les périmètres de protection sont défendus et les cheminements provisoires parfaitement balisés. Le Titulaire fournit à cet effet le matériel le mieux adapté et le maintien en parfait état de fonctionnement.

- Fournir à ses personnels une tenue vestimentaire identifiée, correcte et appropriée aux prestations à exécuter.
- Fournir à l'exploitant, à la prise d'effet du marché, les renseignements utiles pour l'établissement des laissez-passer pour ses personnels susceptibles d'intervenir au titre du marché (*liste nominative des personnels habilités*).
- Etre titulaire d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile.
- Assister aux réunions périodiques.
- Etre tenu à l'obligation de discrétion et de réserve.
- S'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et de restituer toute la documentation
- Communiquer à l'exploitant, les coordonnées de ses différents interlocuteurs :

Directeur,
Technico-commercial,
Service après-vente,
Responsable SAV,
Service facturation,
Liste nominative du personnel habilité à intervenir,
Responsable technique du site,
Astreinte,
etc.

13.1.2. L'exploitant :

Prêter assistance au Prestataire lors de la prise en main des installations du présent CCTP.

	Maintenance SSI	19/24
CCTP	Novembre 2025	

Apporter son aide logistique au Prestataire lors de missions entraînant des contraintes de fonctionnement ou de réparation (rédaction et diffusion des notes d'information...).

Planifier les réunions périodiques.

Assurer l'exploitation des équipements.

Renseigner la main courante et la tenir à la disposition du Prestataire.

L'hôpital autorisera l'accès à l'établissement (*conditions précisées lors de la réunion de prise d'effet*) et aux locaux des personnes dûment mandatées par le prestataire pour assurer les prestations du présent marché.

Article 14 – Gestion des autorisations d'accès :

14.1. Accès à l'établissement :

L'accès aux établissements dans le cadre des interventions dues au titre du marché de maintenance devra se faire par l'entrée principale du lundi au dimanche, jours fériés inclus,

AVICENNE, 125 route de Stalingrad 93 009 BOBIGNY Cedex tel : 01.48.95.55.55

Jean VERDIER, Avenue du 14 Juillet. 93140 BONDY tel : 01.48.02.66.66

René MURET, Avenue du Docteur SCHAEFFNER 93 270 SEVRAN tel : 01.41.52.59.99

Pour pénétrer et circuler dans les établissements, les agents du Prestataire devront être munis d'un laissez-passer pour leurs véhicules. Les laissez-passer sont fournis par l'exploitant à la prise d'effet du marché. Ils seront attribués après la fourniture, par le Prestataire, de la liste de ses personnels habilités, susceptibles d'intervenir au titre du marché, approuvé par le Chef de Service Sécurité Incendie. La périodicité de validité des laissez-passer (macaron à poser) est annuelle.

Le fait de recevoir une autorisation d'accès, n'autorise en aucun cas un agent à circuler dans l'établissement en enfreignant les règles et consignes de sécurité éditées par l'hôpital.

Des contrôles pourront être effectués au passage de la loge ou à tout moment dans l'établissement par le Service de la Sécurité Anti-malveillance.

Outre le laisser passer, Il appartiendra au titulaire du marché de fournir aux intervenants un badge, brassard ou une chasuble sur lequel devront figurer le nom de l'entreprise pour la chasuble ou le brassard, et l'identité de la personne sur le badge ainsi que sa qualité ex : Technicien de maintenance incendie.

14.2. Infraction aux autorisations d'accès et règles de sécurité :

Toute infraction relative aux autorisations d'accès et aux règles de sécurité, donnera lieu la première fois à un avertissement, puis en cas de récidive ou d'infraction grave, elles seront sanctionnées par le retrait de l'autorisation d'accès du contrevenant.

Article 15 – Modalités financières :

15.1. Prix :

Le prix indiqué à l'article 2 de l'acte d'engagement est un prix global et forfaitaire annuel et révisable.

Bien que la consultation relative au présent marché concerne les hôpitaux AVICENNE, Jean VERDIER et RENE MURET et fasse l'objet d'un contrat unique, pour des raisons de comptabilité interne, une facturation individualisée sera établie pour chaque entité.

15.2. Décomposition :

Ce prix sera impérativement détaillé par bâtiment, selon la DPGF jointe.

Le caractère des prix et les modalités de paiement sont fixés au CCAP.

	Maintenance SSI	20/24
CCTP	Novembre 2025	

Article 16 - Modification de la consistance de l'inventaire des S.S.I

Compte tenu de la notion de globalité du présent marché, il ne sera pas apporté par un avenant au marché, de modification du montant du forfait à la hausse ou à la baisse en cas d'évolution de la consistance du parc d'installations, tant en nombre (ajout ou suppression d'équipements, modifications des caractéristiques) qu'en nature (modification des équipements) et ce annuellement, dans la limite de 3% du montant du forfait initialement fixé dans l'acte d'engagement.

Les responsables de sécurité incendie des centres Hospitaliers notifieront au titulaire toutes les modifications intervenant en cours de réalisation par ordre de service. La décomposition du prix global et forfaitaire, remise par le titulaire à l'appui de son offre, pourra servir à déterminer le montant des plus ou des moins-values en fonction des modifications intervenues dans la consistance des S.S.I.

Le montant annuel forfaitaire sera alors diminué en conséquence sur la base des prix définis dans la décomposition du prix global et forfaitaire. Ce nouveau prix fera l'objet d'un avenant.

Au terme de la première année d'exécution du marché, un inventaire exhaustif de tous les matériels concernés par le présent marché devra avoir été réalisé contradictoirement avec le service de sécurité incendie

Article 17 – Maintenance préventive et corrective des moteurs de désenfumage (soufflage ou extraction)

La maintenance et la réparation des moteurs de désenfumage servent à garantir et à maintenir ces moteurs à leur niveau de sécurité, parce que leur bon fonctionnement est vital.

Cette maintenance préventive consiste à :

➤ **Vérification du moteur en position « Arrêt » :**

1. Tôlerie
2. Toutes fixations ainsi que celle des capots de tourelle de CHARCOT.
3. Courroies

➤ **Contrôle de la mise en route du moteur de désenfumage en marche normale (automatique)**

1. S'assurer de l'état de propreté du moteur.
2. Contrôle et nettoyage du moteur.
3. Vérifier l'état des câbles d'alimentation.
4. Contrôle et resserrage des vis de connexions électriques.
5. Contrôle et resserrage des vis de fixation accessoires compris.
6. Contrôler la résistance d'isolement.
7. Contrôler l'intensité du moteur.
8. Vérifier l'enroulement du moteur.
9. Vérification du pressostat
10. Réglage des courroies et alignement des poulies
11. Remplacement des courroies si nécessaires
12. Lubrifier et/ou graisser les organes de mécaniques (paliers).
13. Ouvrir les trous d'évacuation pour évacuer les condensats.
14. Vérifier l'état et l'étanchéité des manchettes souples.
15. Vérifier les fixations des capotages de protection.
16. Remise en position d'attente.

La maintenance corrective consiste à l'élimination d'une avarie ou d'une altération dans le fonctionnement d'un élément matériel par sa réparation, sa restauration à l'état antérieur ou son remplacement.

	Maintenance SSI	21/24
CCTP	Novembre 2025	

- ❖ Remplacer toutes les pièces défectueuses.
- ❖ Remplacer le moteur le cas échéant.
- ❖ Remplacer les joints d'étanchéité dans le cas de moteurs IP65 & IP66.

	Maintenance SSI	22/24
CCTP	Novembre 2025	

Acceptation des CCAP et CCTP



Consultation :

Je soussigné(e)¹atteste pour le compte de la société avoir pris connaissance et accepter les conditions des :

- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et annexes

A le.....

Signature et cachet de la société :

¹ Nom et qualité de la personne qui engage la société. Fournir un pouvoir si nécessaire.

	Maintenance SSI	23/24
CCTP	Novembre 2025	

Bulletin de visite



Consultation : TX

Nom de la Société :

Adresse :
.....

Téléphone :

Télécopie :

Courriel :

Nom et qualité de la personne ayant effectué la visite des lieux :
.....

le	Signature et cachet de la société	
le	Nom et signature du technicien pour l'hôpital Avicenne	
le	Nom et signature du technicien pour l'hôpital Jean Verdier	
le	Nom et signature du technicien pour l'hôpital René Muret	